

## N° 5753

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement  
du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de  
la République fédérale d'Allemagne concernant la pro-  
tection réciproque des informations classifiées, signé à  
Berlin, le 17 janvier 2006**

\* \* \*

*(Dépôt: le 10.8.2007)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (24.7.2007).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs .....	2
4) Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Regierung der Bundesrepublik Deutsch- land über den gegenseitigen Schutz von Verschlusssachen.....	5

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*– Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006.

Cabasson, le 24 juillet 2007

*Le Ministre des Affaires étrangères  
et de l'Immigration,*  
Jean ASSELBORN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article unique.**– Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

L'objet de cet accord consiste à créer la toile de fond et le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations et de matériels classifiés, notions que les auteurs de l'accord prennent soin de définir dans l'article introductif.

Ce projet d'accord s'inscrit dans le cadre de toute une série de projets bilatéraux que le Gouvernement se propose de conclure et dont l'ossature ou la trame est identique.

Cet accord entre le Gouvernement et la République fédérale d'Allemagne qui se limite généralement à énoncer quelques principes de base qui ont traditionnellement cours en la matière ainsi que quelques règles d'ordre procédural doit être mis en corrélation avec les législations nationales respectives des Etats parties relatives à la protection des informations classifiées au sens de l'accord auxquelles les accords renvoient d'ailleurs expressément, et qui constituent la substantifique moelle du régime de protection des informations visées par l'accord bilatéral.

Comme la loi luxembourgeoise relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité est de date plutôt récente (15 juin 2004), le Luxembourg n'était pas encore en mesure de conclure un tel accord bilatéral faute de législation nationale servant d'ossature à la protection des documents classifiés transmis au Luxembourg par l'autre Etat-partie à l'accord bilatéral.

Quant au régime de protection des documents classifiés, les Etats-Parties s'engagent à apporter aux informations leurs transmises par l'autre Etat-Partie un niveau de protection équivalent à celui accordé à leurs propres informations classifiées nationales de niveau équivalent, tel que celui-ci est défini dans le cadre d'un tableau d'équivalence, en apposant, dès réception des informations classifiées en provenance de la partie d'origine, leur propre classification nationale conformément aux équivalences arrêtées par l'accord bilatéral.

Quant au fond de cet accord, le Gouvernement tient à mettre en exergue quelques règles substantielles qui en constituent la trame.

Concernant l'accès aux informations classifiées, les Parties tiennent à le réserver strictement aux ressortissants des Parties qui se sont vu accorder une habilitation de niveau approprié et dont la fonction rend l'accès essentiel sur la base du principe du besoin d'en connaître.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que les Parties généralement reconnaissent mutuellement les habilitations de sécurité délivrées à leurs ressortissants dans le cadre de l'accès aux informations classifiées.

Il s'y ajoute que les informations classifiées ne peuvent être utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles sont transmises, prévues par les accords ou instruments contractuels conclus entre les parties.

Quant à l'utilisation d'informations classifiées, une règle-clé est de rigueur à savoir celle qui interdit à la Partie destinataire de divulguer des informations classifiées échangées ou élaborées dans le cadre de ces accords à un Etat tiers, une organisation internationale, une entité ou à un ressortissant d'un Etat tiers quel qu'il soit, sans le consentement écrit préalable de l'Autorité nationale de Sécurité ou des Autorités de Sécurité compétentes de la Partie d'origine.

Les visites aux installations de l'une des parties sont généralement régies par un article des accords.

Il en est de même des contrats classés définis comme étant tous contrats quels que soient son régime juridique ou sa dénomination dans lequel un candidat ou cocontractant public ou privé est amené à l'occasion de la passation du contrat ou de son exécution à connaître et à détenir dans ses locaux des informations ou supports protégés.

### **La nécessité de l'accord bilatéral soumis à approbation**

L'Europe reste confrontée de nos jours à de nouvelles menaces qui sont plus variées, moins visibles et moins prévisibles.

Parmi les menaces qui pèsent sur notre sécurité, on citera le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, les conflits régionaux, la déliquescence des Etats et la criminalité organisée.

Dans le registre des menaces qui pèsent plus particulièrement sur le patrimoine économique et financier du pays, il convient aussi de mentionner l'espionnage industriel et technologique. Aujourd'hui, la sécurité de tout pays est plus que jamais étroitement liée à la protection de son patrimoine économique, industriel, scientifique et financier.

Dans ce contexte, le développement des programmes européens de haute technologie figure au premier plan des préoccupations des responsables de sécurité.

Or, tout projet d'un programme européen de haute technologie se concrétise par un échange d'informations.

Il représente un fonds commun d'innovations et de progrès.

La conjugaison de tous ces éléments pourrait nous exposer à une menace extrêmement sérieuse. Contrairement à la menace massive et visible du temps de la guerre froide, aucune des nouvelles menaces n'est purement militaire et ne peut être contrée par des moyens purement militaires. A chacune il faut opposer une combinaison de moyens d'action.

Or, la prévention constitue une approche pour faire face à ces nouvelles menaces.

Au Luxembourg, la loi du 15 juin 2004 relative à la protection des pièces et aux habilitations de sécurité, s'inscrit précisément dans ce contexte préventif alors qu'avant la mise en vigueur de cette loi, la protection des secrets était essentiellement organisée de manière répressive.

Dans le contexte de la menace persistante et dans une perspective de prévention, le législateur, par le biais de la loi précitée, accorde aux autorités limitativement énumérées à l'article 5 le droit de procéder à la classification, la déclassification et au déclassement de pièces afin de protéger les intérêts relevés par l'article 3 de ladite loi. Des pièces peuvent partant être classifiées dans tous les domaines visés par l'article 3 et qui peuvent englober plus particulièrement des informations de nature politique, militaire, économique ou encore technique.

Encore qu'une classification ne doive être attribuée à une pièce que dans la mesure de ce qui est indispensable en vue de la protection des intérêts dont question à l'article 3, chaque autorité visée par l'article 5, consciente des menaces qui persistent, pourra dans le cadre de la prévention, y mettre du sien, en classant les informations afférentes, avec toutes les conséquences juridiques qui s'y rattachent.

Or, ces mêmes autorités doivent dès lors s'assurer de la protection, notamment physique de ces pièces, plus particulièrement à l'occasion de leur transmission à des autorités étrangères de même que celles-ci doivent être rassurées sur la protection par le Luxembourg de leurs propres pièces classifiées qu'elles passent aux autorités luxembourgeoises, faute de quoi ces échanges ne pourront juridiquement s'effectuer.

Or, c'est précisément l'accord bilatéral que le Gouvernement se propose de conclure, qui est appelé à y pourvoir juridiquement.

En conclusion, l'échange de pièces classifiées entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de ... visés par le présent accord bilatéral sera régi désormais par cet accord ainsi que par les lois de base nationales que les Etats s'engagent à créer, à l'exception des pièces classifiées tombant sous l'empire d'un régime de protection qui leur est propre, généralement dans un cadre multilatéral (OTAN, UE, ...).

### **La législation nationale relative à la protection des informations classifiées: la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité**

L'objet de cette loi consiste à déterminer les règles de base relatives:

- à la procédure de classification, de déclassement et de déclassification de pièces
- aux mesures de protection matérielle et physique des pièces

- à l'émission d'habilitations de sécurité aux personnes appelées à avoir accès aux pièces classifiées dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

L'article 3 de la loi énumère limitativement les motifs qui justifient une classification, que sont notamment la sécurité du Grand-Duché et des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune,

- les relations internationales du Grand-Duché
- son potentiel scientifique et économique.

Les autorités qui seules sont habilitées à procéder à une opération de classification, de déclasséement ou de déclassification sont recensées dans le cadre de l'article 5.

Les mesures de protection des pièces classifiées et plus particulièrement les mesures de sécurité physiques sont visées au chapitre 3 de la loi.

Les dispositions relatives aux habilitations de sécurité font l'objet du chapitre 4 de la loi.

Les critères de sélection des personnes qui doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité sont définis à l'article 14 de la loi.

Quant aux conditions d'octroi des habilitations de sécurité aux personnes physiques et morales, elles sont énoncées à l'article 15 de la loi.

Les dispositions relatives aux enquêtes de sécurité font l'objet des articles 21-26 de la loi.

Quant à la procédure d'octroi ou de refus/retrait de l'habilitation de sécurité, il faudra se reporter à la section 4 de la loi qui couvre les articles 27-29. Il importe de relever qu'il appartient au Premier Ministre d'en décider.

Finalement, il y a lieu de mentionner dans ce contexte L'Autorité nationale de Sécurité (ANS) dont les fonctions sont assumées par le Service de Renseignement.

L'ANS assume plus particulièrement la responsabilité d'effectuer les enquêtes de sécurité. Par ailleurs, elle doit veiller à la sécurité des pièces classifiées dans les entités civiles et militaires.

**ABKOMMEN**  
**zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg**  
**und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland über**  
**den gegenseitigen Schutz von Verschlusssachen**

*Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland*

und

*die Regierung des Großherzogtums Luxemburg –*

*in der Absicht*, den Schutz von Verschlusssachen zu gewährleisten, die zwischen den zuständigen Behörden des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland sowie mit Auftragnehmern im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei oder zwischen Auftragnehmern beider Vertragsparteien ausgetauscht werden,

*von dem Wunsch geleitet*, eine Regelung über den gegenseitigen Schutz von Verschlusssachen zu schaffen, die auf alle zwischen den Vertragsparteien zu schließenden Abkommen über Zusammenarbeit und auf Verträge, die einen Austausch von Verschlusssachen mit sich bringen, Anwendung findet –

SIND WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

*Artikel 1*

***Begriffsbestimmungen***

- (1) Im Sinne dieses Abkommens
1. sind Verschlusssachen
    - im öffentlichen Interesse geheimhaltungsbedürftige Tatsachen, Gegenstände oder Erkenntnisse, unabhängig von ihrer Darstellungsform. Sie werden entsprechend ihrer Schutzbedürftigkeit von einer amtlichen Stelle oder auf deren Veranlassung eingestuft;
  2. ist ein „Verschlusssachenauftrag“
    - ein Vertrag zwischen einer Behörde oder einem Unternehmen aus dem Staat der einen Vertragspartei (Auftraggeber) und einem Unternehmen aus dem Staat der anderen Vertragspartei (Auftragnehmer); im Rahmen eines derartigen Vertrags sind Verschlusssachen aus dem Staat des Auftraggebers dem Auftragnehmer zu überlassen, von dem Auftragnehmer zu entwickeln oder Mitarbeitern des Auftragnehmers, die Arbeiten in Einrichtungen des Auftraggebers durchzuführen haben, zugänglich zu machen.
- (2) Für die Geheimhaltungsgrade gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:
1. Im Großherzogtum Luxemburg sind Verschlusssachen
    - a) TRES SECRET, wenn ihr unangemessener Gebrauch außerordentlich schweren Schaden für die Sicherheit des Großherzogtums Luxemburg und der Staaten, mit denen es durch eine Übereinkunft über eine gemeinsame Verteidigung verbunden ist, die internationalen Beziehungen sowie das wissenschaftliche und wirtschaftliche Potenzial des Großherzogtums Luxemburg verursachen könnte,
    - b) SECRET, wenn ihr unangemessener Gebrauch schweren Schaden für die unter Buchstabe a aufgeführten Interessen verursachen könnte,
    - c) CONFIDENTIEL, wenn ihr unangemessener Gebrauch Schaden für die unter Buchstabe a aufgeführten Interessen verursachen könnte,
    - d) RESTREINT, wenn ihr unangemessener Gebrauch für die unter Buchstabe a aufgeführten Interessen nachteilig sein könnte.
  2. In der Bundesrepublik Deutschland sind Verschlusssachen
    - a) STRENG GEHEIM, wenn die Kenntnisnahme durch Unbefugte den Bestand oder lebenswichtige Interessen der Bundesrepublik Deutschland oder eines ihrer Länder gefährden kann,

- b) GEHEIM, wenn die Kenntnisnahme durch Unbefugte die Sicherheit der Bundesrepublik Deutschland oder eines ihrer Länder gefährden oder ihren Interessen schweren Schaden zufügen kann,
- c) VS-VERTRAULICH, wenn die Kenntnisnahme durch Unbefugte für die Interessen der Bundesrepublik Deutschland oder eines ihrer Länder schädlich sein kann,
- d) VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH, wenn die Kenntnisnahme durch Unbefugte für die Interessen der Bundesrepublik Deutschland oder eines ihrer Länder nachteilig sein kann.

#### *Artikel 2*

#### ***Vergleichbarkeit***

- (1) Die Vertragsparteien legen fest, dass folgende Geheimhaltungsgrade vergleichbar sind:

<i>Großherzogtum Luxemburg</i>	<i>Bundesrepublik Deutschland</i>
TRES SECRET	STRENG GEHEIM
SECRET	GEHEIM
CONFIDENTIEL	VS-VERTRAULICH
RESTREINT	VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH

- (2) Im Großherzogtum Luxemburg hergestellte Verschlusssachen werden zusätzlich mit „LUX“ gekennzeichnet.

#### *Artikel 3*

#### ***Kennzeichnung***

- (1) Die übermittelten Verschlusssachen werden von der für ihren Empfänger zuständigen Behörde oder auf deren Veranlassung mit dem nach Artikel 2 vergleichbaren nationalen Geheimhaltungsgrad gekennzeichnet.
- (2) Die Kennzeichnungspflicht gilt auch für Verschlusssachen, die im Empfängerstaat im Zusammenhang mit Verschlusssachenaufträgen entstehen, und für im Empfängerstaat hergestellte Kopien.
- (3) Geheimhaltungsgrade werden von der für den Empfänger der betreffenden Verschlusssache zuständigen Behörde oder auf deren Veranlassung auf Ersuchen der zuständigen Behörde des herausgebenden Staates geändert oder aufgehoben. Die zuständige Behörde des herausgebenden Staates teilt der zuständigen Behörde der anderen Vertragspartei ihre Absicht, einen Geheimhaltungsgrad zu ändern oder aufzuheben, sechs Wochen im Voraus mit.

#### *Artikel 4*

#### ***Innerstaatliche Maßnahmen***

- (1) Die Vertragsparteien treffen im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften alle geeigneten Maßnahmen, um den Geheimschutz von Verschlusssachen zu gewährleisten, die nach diesem Abkommen entstehen, ausgetauscht oder aufbewahrt werden. Sie gewähren diesen Verschlusssachen mindestens den gleichen Geheimschutz, wie er von der Regierung der empfangenden Vertragspartei für eigene Verschlusssachen des vergleichbaren Geheimhaltungsgrads gefordert wird.
- (2) Die Verschlusssachen werden ausschließlich für den angegebenen Zweck verwendet. Die empfangende Vertragspartei darf Verschlusssachen weder bekannt geben oder nutzen noch ihre Bekanntgabe oder Nutzung gestatten, es sei denn, dies geschieht für die Zwecke und mit den etwaigen

Beschränkungen, die von oder im Auftrag der herausgebenden Vertragspartei festgelegt worden sind. Einer gegenteiligen Regelung muss der Herausgeber der Verschlussache schriftlich zugestimmt haben.

(3) Die Verschlussachen dürfen nur Personen zugänglich gemacht werden, die auf Grund ihrer Aufgaben die Bedingung „Kenntnis nur, wenn nötig“ erfüllen und die – außer im Fall von RESTREINT/VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH eingestuftem Verschlussachen – zum Zugang zu Verschlussachen des vergleichbaren Geheimhaltungsgrads ermächtigt sind. Die Ermächtigung setzt eine Sicherheitsüberprüfung voraus, die mindestens so streng sein muss wie diejenige, die für den Zugang zu innerstaatlichen Verschlussachen des vergleichbaren Geheimhaltungsgrads durchgeführt wird.

(4) Der Zugang zu Verschlussachen des Geheimhaltungsgrads CONFIDENTIEL/VS-VERTRAULICH und höher durch eine Person mit der alleinigen Staatsangehörigkeit einer Vertragspartei, einer der Vertragsparteien des Rahmenübereinkommens vom 27. Juli 2000 zwischen der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik, der Italienischen Republik, dem Königreich Schweden, dem Königreich Spanien und dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland über Maßnahmen zur Erleichterung der Umstrukturierung und der Tätigkeit der europäischen Rüstungsindustrie oder einer der Vertragsparteien des OCCAR-Geheimhaltungsabkommens vom 24. September 2004 zwischen der Regierung der Französischen Republik, der Regierung der Bundesrepublik Deutschland, der Regierung des Königreichs Belgien, der Regierung der Italienischen Republik und der Regierung des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland wird ohne vorherige Genehmigung der herausgebenden Regierung gewährt. Personen, die nicht die Staatsangehörigkeit eines der oben angeführten Länder besitzen, darf der Zugang zu CONFIDENTIEL/VS-VERTRAULICH oder höher nur mit vorheriger Genehmigung des Herausgebers der Verschlussachen gewährt werden.

(5) Sicherheitsüberprüfungen bei Staatsangehörigen der Vertragspartei, die ihren Aufenthalt im eigenen Land haben und dort Zugang zu Verschlussachen benötigen, werden von deren Nationalen Sicherheitsbehörden beziehungsweise Beauftragten Sicherheitsbehörden oder anderen zuständigen innerstaatlichen Behörden vorgenommen.

(6) Sicherheitsüberprüfungen bei Staatsangehörigen einer Vertragspartei, die ihren rechtmäßigen Aufenthalt im Land der anderen Vertragspartei haben und dort eine sicherheitsempfindliche Tätigkeit ausüben sollen, werden hingegen von der zuständigen Sicherheitsbehörde dieses Staates durchgeführt, wobei gegebenenfalls Sicherheitsauskünfte im Ausland eingeholt werden.

(7) Die Vertragsparteien sorgen innerhalb ihres Hoheitsgebiets für die Durchführung der erforderlichen Sicherheitsinspektionen und für die Einhaltung dieses Abkommens.

(8) Für Verschlussachen des Geheimhaltungsgrads RESTREINT/VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH finden die Artikel 5 und 6 keine Anwendung.

#### *Artikel 5*

##### ***Vergabe von Verschlussachenaufträgen***

(1) Vor Vergabe eines Verschlussachenauftrags holt der Auftraggeber über die für ihn zuständige Behörde bei der für den Auftragnehmer zuständigen Behörde einen Sicherheitsbescheid ein, um sich vergewissern zu können, ob der in Aussicht genommene Auftragnehmer der Geheimschutzaufsicht durch die zuständige Behörde seines Landes unterliegt und ob er die für die Auftragsdurchführung erforderlichen Geheimschutzvorkehrungen getroffen hat. Ist ein Auftragnehmer noch nicht in der Geheimschutzbetreuung, kann dies beantragt werden.

(2) Ein Sicherheitsbescheid ist auch dann einzuholen, wenn ein Unternehmen zur Abgabe eines Angebots aufgefordert worden ist und im Rahmen des Ausschreibungsverfahrens bereits vor Auftragserteilung Verschlussachen übergeben werden müssen.



- (3) In den Fällen der Absätze 1 und 2 wird das folgende Verfahren angewendet:
1. Ersuchen um Ausstellung eines Sicherheitsbescheids für Auftragnehmer aus dem Staat der anderen Vertragspartei enthalten Angaben über das Vorhaben sowie die Art, den Umfang und den Geheimhaltungsgrad der dem Auftragnehmer voraussichtlich zu überlassenden oder bei ihm entstehenden Verschlusssachen.
  2. Sicherheitsbescheide müssen neben der vollständigen Bezeichnung des Unternehmens, seiner Postanschrift und dem Namen des Sicherheitsbevollmächtigten sowie dessen Telefon- und Faxverbindung und gegebenenfalls E-Mail-Adresse insbesondere Angaben darüber enthalten, in welchem Umfang und bis zu welchem Geheimhaltungsgrad bei dem betreffenden Unternehmen Geheimschutzmaßnahmen auf der Grundlage innerstaatlicher Geheimschutzvorschriften getroffen worden sind.
  3. Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien teilen einander mit, wenn sich die den ausgestellten Sicherheitsbescheiden zugrunde liegenden Sachverhalte ändern.
  4. Der Austausch dieser Mitteilungen zwischen den zuständigen Behörden der Vertragsparteien erfolgt in der Landessprache der zu unterrichtenden Behörde oder in englischer Sprache.
  5. Sicherheitsbescheide und an die jeweils zuständigen Behörden der Vertragsparteien gerichtete Ersuchen um Ausstellung von Sicherheitsbescheiden sind schriftlich zu übermitteln.

#### *Artikel 6*

#### ***Durchführung von Verschlusssachenaufträgen***

- (1) Verschlusssachenaufträge müssen eine Geheimschutzklausel enthalten, der zufolge der Auftragnehmer verpflichtet ist, die zum Schutz von Verschlusssachen erforderlichen Vorkehrungen in Übereinstimmung mit den innerstaatlichen Geheimschutzvorschriften seines Landes zu treffen.
- (2) Außerdem sind folgende Bestimmungen in die Geheimschutzklausel aufzunehmen:
1. die Bestimmung des Begriffs „Verschlusssachen“ und der vergleichbaren Geheimschutzkennzeichnungen und Geheimhaltungsgrade der beiden Vertragsparteien in Übereinstimmung mit diesem Abkommen;
  2. die Namen der jeweils zuständigen Behörde der Vertragsparteien, die zur Genehmigung der Überlassung von Verschlusssachen, die mit dem Auftrag in Zusammenhang stehen, und zur Koordinierung des Schutzes dieser Verschlusssachen ermächtigt ist;
  3. die Wege, über die Verschlusssachen zwischen den zuständigen Behörden und beteiligten Auftragnehmern weiterzugeben sind;
  4. die Verfahren und Mechanismen für die Mitteilung von Änderungen, die sich möglicherweise in Bezug auf die Änderung von Geheimschutzkennzeichnungen von Verschlusssachen aufgrund von Änderungen ihrer Geheimschutzkennzeichnungen oder wegen des Wegfalls der Schutzbedürftigkeit ergeben;
  5. die Verfahren für die Genehmigung von Besuchen oder des Zugangs von Personal der Vertragsparteien;
  6. die Verfahren für die Übermittlung von Verschlusssachen an Auftragnehmer, bei denen solche Verschlusssachen verwendet und aufbewahrt werden sollen;
  7. die Forderung, dass der Auftragnehmer den Zugang zu einer Verschlusssache nur einer Person gewähren darf, welche die Bedingung „Kenntnis nur, wenn nötig“ erfüllt und mit der Durchführung des Auftrags beauftragt worden oder daran beteiligt ist und – außer im Fall von als RESTREINT/VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH eingestuften Verschlusssachen – zuvor bis zum entsprechenden Geheimhaltungsgrad sicherheitsüberprüft worden ist;
  8. die Forderung, dass eine Verschlusssache an eine Person nach der Maßgabe des Artikel 4 Absatz 4 nur weitergegeben bzw. deren Weitergabe gestattet werden darf, wenn die herausgebende Regierung dem zugestimmt hat;
  9. die Forderung, dass der Auftragnehmer seine zuständige Behörde unverzüglich über jeden erfolgten oder vermuteten Verlust, eine begangene oder vermutete Indiskretion oder unbefugte Bekanntgabe der unter den Auftrag fallenden Verschlusssachen zu unterrichten hat.



(3) Die für den Auftraggeber zuständige Behörde benennt dem Auftragnehmer in einer gesonderten Aufstellung (Einstufungsliste) sämtliche Vorgänge, die einer Verschlussacheneinstufung bedürfen, legt den erforderlichen Geheimhaltungsgrad fest und veranlasst, dass diese Aufstellung dem Verschlussachenauftrag als Anhang beigelegt wird. Die für den Auftraggeber zuständige Behörde hat diese Aufstellung auch der für den Auftragnehmer zuständigen Behörde zu übermitteln oder deren Übermittlung zu veranlassen.

(4) Die für den Auftraggeber zuständige Behörde stellt sicher, dass dem Auftragnehmer Verschlussachen erst dann zugänglich gemacht werden, wenn der entsprechende Sicherheitsbescheid der für den Auftragnehmer zuständigen Behörde vorliegt.

#### *Artikel 7*

#### ***Übermittlung von Verschlussachen***

(1) Verschlussachen des Geheimhaltungsgrads TRES SECRET/STRENG GEHEIM werden zwischen den Vertragsparteien nur als diplomatisches Kurierepaket von Regierung zu Regierung nach Maßgabe der innerstaatlichen Geheimschutzvorschriften übermittelt.

(2) Verschlussachen der Geheimhaltungsgrade CONFIDENTIEL/VS-VERTRAULICH und SECRET/GEHEIM werden von einem Staat in den anderen grundsätzlich auf amtlichem Kurierweg befördert. Die Nationale Sicherheitsbehörden beziehungsweise die Beauftragten Sicherheitsbehörden der Vertragsparteien können alternative Übermittlungswege vereinbaren. Der Empfang einer Verschlussache wird von der zuständigen Behörde oder auf deren Veranlassung bestätigt und die Verschlussachen nach Maßgabe der innerstaatlichen Geheimschutzvorschriften an den Empfänger weitergeleitet.

(3) Die zuständigen Behörden können für ein genau bezeichnetes Vorhaben – allgemein oder unter Festlegung von Beschränkungen – vereinbaren, dass Verschlussachen der Geheimhaltungsgrade CONFIDENTIEL/VS-VERTRAULICH und SECRET/GEHEIM auf einem anderen als dem amtlichen Kurierweg befördert werden dürfen, sofern die Einhaltung des amtlichen Kurierwegs den Transport oder die Ausführung eines Auftrags unangemessen erschweren würde. In derartigen Fällen

1. muss der Beförderer zum Zugang zu Verschlussachen des vergleichbaren Geheimhaltungsgrads ermächtigt sein;
2. muss bei der absendenden Stelle ein Verzeichnis der beförderten Verschlussachen verbleiben; ein Exemplar dieses Verzeichnisses ist dem Empfänger zur Weiterleitung an die zuständige Behörde zu übergeben;
3. müssen die Verschlussachen nach den für die Inlandsbeförderung geltenden Bestimmungen verpackt sein;
4. muss die Übergabe der Verschlussachen gegen Empfangsbescheinigung erfolgen;
5. muss der Beförderer einen Kurierausweis mit sich führen, den die für die absendende oder die empfangende Stelle zuständige Behörde ausgestellt hat.

(4) Für die Beförderung von Verschlussachen des Geheimhaltungsgrades CONFIDENTIEL/VS-VERTRAULICH und höher werden Transport, Transportweg und Begleitschutz in jedem Einzelfall durch die zuständigen Behörden auf der Grundlage eines detaillierten Transportplans festgelegt.

(5) Verschlussachen des Geheimhaltungsgrads CONFIDENTIEL/VS-VERTRAULICH und höher dürfen auf elektronischem Wege nicht unverschlüsselt übermittelt werden. Für die Verschlüsselung von Verschlussachen dieser Geheimhaltungsgrade dürfen nur Verschlüsselungssysteme eingesetzt werden, die von den zuständigen Sicherheitsbehörden der Vertragsparteien in gegenseitigem Einvernehmen zugelassen worden sind.

(6) Verschlussachen des Geheimhaltungsgrads RESTREINT/VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH können unter Berücksichtigung der innerstaatlichen Geheimschutzvorschriften an Empfänger im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei mit der Post oder anderen Zustelldiensten übermittelt werden.

(7) Verschlusssachen des Geheimhaltungsgrads RESTREINT/VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH können mittels handelsüblicher Verschlüsselungsgeräte, die von einer zuständigen innerstaatlichen Behörde der Vertragsparteien zugelassen worden sind, elektronisch übertragen oder zugänglich gemacht werden. Eine unverschlüsselte Übermittlung von Verschlusssachen dieses Geheimhaltungsgrads ist nur zulässig, wenn innerstaatliche Geheimschutzvorschriften dem nicht entgegenstehen, ein zugelassenes Verschlüsselungssystem nicht verfügbar ist, die Übermittlung ausschließlich innerhalb von Festnetzen erfolgt und Absender und Empfänger sich zuvor über die beabsichtigte Übertragung geeinigt haben.

#### *Artikel 8*

##### ***Besuche***

(1) Besuchern aus dem Hoheitsgebiet einer Vertragspartei wird im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei Zugang zu Verschlusssachen sowie zu Einrichtungen, in denen an diesen gearbeitet wird, grundsätzlich nur mit vorheriger Erlaubnis der zuständigen Behörde der zu besuchenden Vertragspartei gewährt. Sie wird nur Personen erteilt, die die Bedingung „Kenntnis nur, wenn nötig“ erfüllen und – außer im Fall von als RESTREINT/VS-NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH eingestuften Verschlusssachen – zum Zugang zu Verschlusssachen ermächtigt sind.

(2) Besuchsanmeldungen sind rechtzeitig und in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet die Besucher einzureisen wünschen, der zuständigen Behörde dieser Vertragspartei vorzulegen. Die zuständigen Behörden teilen einander die Einzelheiten der Anmeldungen mit und stellen den Schutz personenbezogener Daten sicher.

(3) Besuchsanmeldungen sind in der Sprache des zu besuchenden Landes oder in englischer Sprache und mit folgenden Angaben versehen vorzulegen:

1. Vor- und Familienname, Geburtsdatum und -ort sowie die Pass- oder Personalausweisnummer des Besuchers;
2. Staatsangehörigkeit des Besuchers;
3. Dienstbezeichnung des Besuchers und Name der Behörde oder Stelle, die er vertritt;
4. Grad der Ermächtigung des Besuchers für den Zugang zu Verschlusssachen;
5. Besuchszweck sowie vorgesehene Besuchsdatum;
6. Angabe der Stellen, Ansprechpartner und Einrichtungen, die besucht werden sollen.

#### *Artikel 9*

##### ***Konsultationen***

(1) Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien nehmen von den im Hoheitsgebiet der jeweils anderen Vertragspartei geltenden Bestimmungen über den Schutz von Verschlusssachen Kenntnis.

(2) Um eine enge Zusammenarbeit bei der Durchführung dieses Abkommens zu gewährleisten, konsultieren die zuständigen Behörden einander auf Ersuchen einer dieser Behörden.

(3) Jede Vertragspartei erlaubt darüber hinaus der Nationalen oder Beauftragten Sicherheitsbehörde der anderen Vertragspartei oder jeder im gegenseitigen Einvernehmen bezeichneten anderen Behörde, Besuche in ihrem Hoheitsgebiet zu machen, um mit ihren Sicherheitsbehörden ihre Verfahren und Einrichtungen zum Schutz von Verschlusssachen, die ihr von der anderen Vertragspartei zur Verfügung gestellt wurden, zu erörtern. Jede Vertragspartei unterstützt diese Behörde bei der Feststellung, ob solche Verschlusssachen, die ihr von der anderen Vertragspartei zur Verfügung gestellt worden sind, ausreichend geschützt werden. Die Einzelheiten der Besuche werden von den zuständigen Behörden festgelegt.

*Artikel 10*

***Verletzung der Bestimmungen über den gegenseitigen Schutz  
von Verschlussachen***

- (1) Wenn eine unbefugte Bekanntgabe von Verschlussachen nicht auszuschließen ist, vermutet oder festgestellt wird, ist dies der anderen Vertragspartei unverzüglich mitzuteilen.
- (2) Verletzungen der Bestimmungen über den Schutz von Verschlussachen werden von den zuständigen Behörden und Gerichten der Vertragspartei, deren Zuständigkeit gegeben ist, nach dem Recht dieser Vertragspartei untersucht und verfolgt. Die andere Vertragspartei soll diese Ermittlungen auf Ersuchen unterstützen und ist über das Ergebnis zu unterrichten.

*Artikel 11*

***Kosten***

Jede Vertragspartei trägt die ihr bei der Durchführung dieses Abkommens entstehenden Kosten.

*Artikel 12*

***Zuständige Behörden***

Die Vertragsparteien unterrichten einander darüber, welche Behörden für die Durchführung dieses Abkommens zuständig sind.

*Artikel 13*

***Verhältnis zu anderen Übereinkünften, Absprachen  
und Vereinbarungen***

Alle bestehenden Abkommen, Abmachungen und Vereinbarungen zwischen den Vertragsparteien oder den zuständigen Behörden über den Schutz von Verschlussachen bleiben von diesem Abkommen unberührt, soweit sie diesem nicht entgegenstehen.

*Artikel 14*

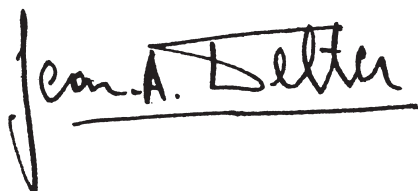
***Schlussbestimmungen***

- (1) Dieses Abkommen tritt an dem Tag in Kraft, an dem die Vertragsparteien einander mitgeteilt haben, dass die innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind. Maßgebend ist der Tag des Eingangs der letzten Notifikation.
- (2) Dieses Abkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.
- (3) Dieses Abkommen kann einvernehmlich in Schriftform von den Vertragsparteien geändert werden. Jede Vertragspartei kann jederzeit schriftlich eine Änderung dieses Abkommens beantragen. Stellt eine Vertragspartei einen entsprechenden Antrag, so nehmen die Vertragsparteien Verhandlungen über die Änderung des Abkommens auf.
- (4) Jede Vertragspartei kann dieses Abkommen unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten auf diplomatischem Wege schriftlich kündigen. Im Fall der Kündigung sind die aufgrund dieses Abkommens übermittelten oder beim Auftragnehmer entstandenen Verschlussachen weiterhin nach Artikel 4 zu behandeln, solange das Bestehen der Einstufung dies rechtfertigt.
- (5) Die Registrierung dieses Abkommens beim Sekretariat der Vereinten Nationen nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen wird unverzüglich nach seinem Inkrafttreten von der Vertragspartei

veranlasst, in deren Staatsgebiet das Abkommen unterzeichnet wird. Die andere Vertragspartei wird unter Angabe der VN-Registriernummer von der erfolgten Registrierung unterrichtet, sobald diese vom Sekretariat der Vereinten Nationen bestätigt worden ist.

GESCHEHEN zu Berlin am 17. Januar 2006 in zwei Urschriften in deutscher Sprache.

*Für die Regierung  
des Großherzogtums Luxemburg*

Handwritten signature of Jean A. Delter in black ink, with a horizontal line underneath the name.

*Für die Regierung  
der Bundesrepublik Deutschland*

Handwritten signature of Thomas Kühn in black ink.